

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **44 (1952)**

Heft 4

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

44^{me} année

Avril 1952

N° 4

Votations fédérales

Par Jean Möri

On dit volontiers que le peuple suisse est souverain. C'est vrai. Car le citoyen dans ce pays peut, en vertu de la Constitution fédérale, prendre part à toutes les élections ou votations après avoir dûment justifié de sa qualité d'électeur. Il jouit, d'autre part, du droit de referendum, c'est-à-dire que 30 000 citoyens peuvent demander qu'une loi fédérale ou un arrêté fédéral de portée générale soit soumis en votation générale. Ce droit essentiel, qui constitue un excellent moyen de contrôle et un correctif éventuel du travail des Chambres fédérales, a cependant le désavantage de prêter à l'usage abusif de groupes économiques réactionnaires ou même de personnes puissantes qui se croient investies d'une mission divine. Le malheur est, d'une part, que ces groupes, trop souvent anonymes, ou ces mégalomanes, disposent de moyens financiers presque illimités et, d'autre part, qu'il est relativement aisé de récolter trente mille signatures. Enfin, le citoyen suisse dispose du droit d'initiative. Cinquante mille citoyens suisses ayant le droit de vote peuvent demander qu'un nouvel article constitutionnel soit soumis à l'agrément du peuple, l'abrogation ou la modification d'articles déterminés de la Constitution en vigueur.

Ces privilèges démocratiques montrent que le qualificatif de « souverain » n'est pas usurpé quand il s'agit du peuple suisse. En cette première moitié de 1952, quatre votations fédérales successives vont mettre à l'épreuve le souverain et les finances des partis politiques et des associations économiques centrales. Comme le citoyen suisse n'est pas seulement souverain sur le plan national, mais aussi de son canton et dans sa commune, ces épreuves du corps électoral se multiplieront d'autant plus qu'en certaines communes le referendum est obligatoire quand il s'agit de construire un chemin, un bâtiment public, une salle de gymnastique, etc.! Comme quoi le mieux peut devenir aussi l'ennemi du bien, non pas seulement par les dépenses multiples qu'il impose, mais aussi par l'abus d'un droit et d'une obligation précieux en ce qui concerne souvent des ques-